

## La Corte Costituzionale francese sulla tutela del *diritto di disporre liberamente del proprio patrimonio da parte di persone vulnerabili*:

### **diritto fondamentale di proprietà *versus* presunzioni assolute di *vulnerabilità***

**Art. L. 116-4 del *Codice dell'azione sociale e delle famiglie***

**(Conseil Constitutionnel, sent. n. 2020-888 QPC, del 12.3.2021)**

Il *Conseil Constitutionnel*, su ordinanza di rimessione della Corte di Cassazione (*première chambre civile*, n. 821 del 18.12.2020), è chiamato a pronunciarsi sulla legittimità costituzionale dell'art. L. 116-4 del *Codice dell'azione sociale e delle famiglie*, nel testo risultante dall'ordinanza n. 2016-131 del 10.2.2016 di riforma del *diritto dei contratti*, del *regime generale* e della *prova delle obbligazioni*. Si tratta di una complessa previsione normativa che, in sostanza, vieta a coloro che prestano assistenza in favore di *persone vulnerabili* (persone anziane, diversamente abili, o per altre ragioni), di rendersi *acquirenti di beni* o *cessionari di diritti* appartenenti a queste persone. Il ricorrente rimprovera alla disposizione normativa di essere eccessivamente ampia, vietando alle persone assistite di gratificare coloro che, dietro compenso («*contre rémunération*»), forniscono assistenza domiciliare. Il divieto di cui alla disposizione normativa non terrebbe in considerazione l'effettiva capacità giuridica o l'esistenza o meno di una particolare *vulnerabilità* di queste persone, arrecando, così pregiudizio al loro *diritto di disporre liberamente del proprio patrimonio*, con violazione del *diritto di proprietà*. Osserva il *Conseil* che è consentito al legislatore di porre limitazioni al diritto di proprietà privata, ma alle condizioni poste dall'art. 2 della *Dichiarazione dei diritti dell'uomo e del cittadino* del 1789, che rispondano, cioè, ad esigenze costituzionali o siano giustificate nell'interesse generale e, dunque, che non siano eccessivamente sproporzionate rispetto all'obiettivo perseguito. La disposizione normativa si collega all'art. L. 7231-1, co. 2, del *Codice del lavoro*, che disciplina le prestazioni di lavoro a domicilio in favore delle persone anziane, diversamente abili e delle altre persone che hanno bisogno di assistenza domiciliare. Quest'ultima disposizione normativa vieta alle strutture o persone impiegate in queste mansioni di assistenza di ricevere donazioni o legati dalla persona che hanno *in carico*. Questo divieto di *liberalità* è, però, limitato al periodo di assistenza del *donatore*; e non è applicabile in caso di *donazioni remuneratorie* per i servizi resi, né, in assenza di eredi in linea retta, nei confronti dei parenti fino al quarto grado. La disposizione oggetto del giudizio di costituzionalità, di conseguenza, limita eccessivamente il diritto delle *persone vulnerabili*, ove non sussistano effettive ragioni di *incapacità*, di *disporre liberamente del proprio patrimonio*. Diritto, questo, che è considerato attributo del diritto di proprietà, che viene, quindi, violato. La *mens legis* di simili divieti è, comunemente, individuata nell'esigenza di protezione delle persone in condizione di *particolare vulnerabilità* in quanto bisognose di assistenza, al fine di evitare possibili abusi da parte di coloro che prestano ad esse assistenza, che potrebbero approfittare della condizione di *faibles*, traendo ingiusti vantaggi. Interesse di protezione, questo, certamente di carattere generale e sovraordinato. Tuttavia, secondo il *Conseil*, la circostanza che la persona sia anziana o diversamente abile o abbia altre ragioni per ricevere assistenza domiciliare, di per sé non può essere considerata indice di un'alterazione della sua capacità. Così, pure le mansioni o compiti di assistenza domiciliare non sono, di per sé, indice di incapacità del soggetto, in considerazione anche della loro variabilità e durata spesso temporanea. Il divieto opera attraverso una *presunzione assoluta* di *vulnerabilità*, non

essendo prevista la possibilità di *provare* il contrario, ossia l'absence de *vulnerabilità*. In ragione di quanto precede, la dispositione normative *incriminata* resulta, di consequence, sproporzionata rispetto all'obiettivo perseguito e, dunque, contraria alla Costituzione.

\*\*\*

Décision n° 2020-888 QPC du 12 mars 2021

(xxxxx)

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL A ÉTÉ SAISI le 18 décembre 2020 par la Cour de cassation (première chambre civile, arrêt n° 821 du même jour), dans les conditions prévues à l'article 61-1 de la Constitution, d'une question prioritaire de constitutionnalité. Cette question a été posée pour (xxxxx) par Me Jean Iglesias, avocat au barreau de Toulouse. Elle a été enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel sous le n° 2020-888 QPC. Elle est relative à la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit de l'article L. 116-4 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Au vu des textes suivants:

- la Constitution;
- l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel;
- le code de l'action sociale et des familles;
- le code du travail;
- l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations;
- le règlement du 4 février 2010 sur la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour les questions prioritaires de constitutionnalité;

Au vu des pièces suivantes:

- les observations présentées pour la requérante par Me Iglesias, enregistrées le 23 décembre 2020;
- les observations présentées par le Premier ministre, enregistrées le 11 janvier 2021;
- les autres pièces produites et jointes au dossier;

Après avoir entendu Me Camélia Navarre, avocate au barreau de Toulouse, pour la requérante, et M. Philippe Blanc, désigné par le Premier ministre, à l'audience publique du 2 mars 2021;

Et après avoir entendu le rapporteur;

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL S'EST FONDÉ SUR CE QUI SUIT:

1. L'article L. 116-4 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance du 10 février 2016 mentionnée ci-dessus, prévoit:

«I.- Les personnes physiques propriétaires, gestionnaires, administrateurs ou employés d'un établissement ou service soumis à autorisation ou à déclaration en application du présent code ou d'un service soumis à agrément ou à déclaration mentionné au 2° de l'article L. 7231-1 du code du travail, ainsi que les bénévoles ou les volontaires qui agissent en leur sein ou y exercent une responsabilité, ne peuvent profiter de dispositions à titre gratuit entre vifs ou testamentaires faites en leur faveur par les personnes prises en charge par l'établissement ou le service pendant la durée

de cette prise en charge, sous réserve des exceptions prévues aux 1° et 2° de l'article 909 du code civil. L'article 911 du même code est applicable aux libéralités en cause.

L'interdiction prévue au premier alinéa du présent article est applicable au couple ou à l'accueillant familial soumis à un agrément en application de l'article L. 441-1 du présent code et à son conjoint, à la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité ou à son concubin, à ses ascendants ou descendants en ligne directe, ainsi qu'aux salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 du code du travail accomplissant des services à la personne définis au 2° de l'article L. 7231-1 du même code, s'agissant des dispositions à titre gratuit entre vifs ou testamentaires faites en leur faveur par les personnes qu'ils accueillent ou accompagnent pendant la durée de cet accueil ou de cet accompagnement.

II.– Sauf autorisation de justice, il est interdit, à peine de nullité, à quiconque est frappé de l'interdiction prévue au I de se rendre acquéreur d'un bien ou cessionnaire d'un droit appartenant à une personne prise en charge, accueillie ou accompagnée dans les conditions prévues par le I ou de prendre à bail le logement occupé par cette personne avant sa prise en charge ou son accueil.

Pour l'application du présent II, sont réputées personnes interposées, le conjoint, le partenaire d'un pacte civil de solidarité, le concubin, les ascendants et les descendants des personnes auxquelles s'appliquent les interdictions ci-dessus édictées».

2. La requérante reproche à ces dispositions d'interdire aux personnes âgées de gratifier ceux qui leur apportent, contre rémunération, des services à la personne à domicile. Elle considère que cette interdiction, formulée de façon générale, sans prendre en compte leur capacité juridique ou l'existence ou non d'une vulnérabilité particulière, porterait atteinte à leur droit de disposer librement de leur patrimoine. Il en résulterait une méconnaissance du droit de propriété.

3. Par conséquent, la question prioritaire de constitutionnalité porte sur les mots «ou d'un service soumis à agrément ou à déclaration mentionné au 2° de l'article L. 7231-1 du code du travail» figurant au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 116-4 du code de l'action sociale et des familles et sur les mots «ainsi qu'aux salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 du code du travail accomplissant des services à la personne définis au 2° de l'article L. 7231-1 du même code» figurant au second alinéa du même paragraphe.

– Sur le fond:

4. Il est loisible au législateur d'apporter aux conditions d'exercice du droit de propriété des personnes privées, protégé par l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, des limitations liées à des exigences constitutionnelles ou justifiées par l'intérêt général, à la condition qu'il n'en résulte pas d'atteintes disproportionnées au regard de l'objectif poursuivi.

5. En vertu du 2° de l'article L. 7231-1 du code du travail, constitue des services à la personne l'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité favorisant leur maintien à domicile. Les dispositions contestées interdisent aux responsables et aux employés ou bénévoles des sociétés délivrant de tels services, ainsi qu'aux personnes directement employées par celles qu'elles assistent, de recevoir de ces dernières des donations ou des legs. Cette interdiction ne vaut que pour les libéralités consenties pendant la période d'assistance du donateur. Elle ne s'applique pas aux gratifications rémunératoires pour services rendus ni, en l'absence d'héritiers en ligne directe, à l'égard des parents jusqu'au quatrième degré.

6. Par conséquent, les dispositions contestées limitent, dans la mesure de cette interdiction, les personnes âgées, les personnes handicapées ou celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans leur capacité à disposer librement de leur patrimoine. Le droit de disposer librement de son patrimoine étant un attribut du droit de propriété, les dispositions contestées portent atteinte à ce droit.

7. En instaurant l'interdiction contestée, le législateur a entendu assurer la protection de personnes dont il a estimé que, compte tenu de leur état et dans la mesure où elles doivent recevoir une assistance pour favoriser leur maintien à domicile, elles étaient placées dans une situation particulière de vulnérabilité vis-à-vis du risque de captation d'une partie de leurs biens par ceux qui leur apportaient cette assistance. Il a ainsi poursuivi un but d'intérêt général.

8. Toutefois, en premier lieu, d'une part, il ne peut se déduire du seul fait que les personnes auxquelles une assistance est apportée sont âgées, handicapées ou dans une autre situation nécessitant cette assistance pour favoriser leur maintien à domicile que leur capacité à consentir est altérée.

9. D'autre part, les services à la personne définis au 2° de l'article L. 7231-1 du code du travail recouvrent une multitude de tâches susceptibles d'être mises en oeuvre selon des durées ou des fréquences variables. Le seul fait que ces tâches soient accomplies au domicile des intéressées et qu'elles contribuent à leur maintien à domicile ne suffit pas à caractériser, dans tous les cas, une situation de vulnérabilité des personnes assistées à l'égard de ceux qui leur apportent cette assistance.

10. En second lieu, l'interdiction s'applique même dans le cas où pourrait être apportée la preuve de l'absence de vulnérabilité ou de dépendance du donateur à l'égard de la personne qui l'assiste.

11. Il résulte de toute ce qui précède que l'interdiction générale contestée porte au droit de propriété une atteinte disproportionnée à l'objectif poursuivi. Elle doit donc être déclarée contraire à la Constitution.

– Sur les effets de la déclaration d'inconstitutionnalité:

12. Selon le deuxième alinéa de l'article 62 de la Constitution: «Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause». En principe, la déclaration d'inconstitutionnalité doit bénéficier à l'auteur de la question prioritaire de constitutionnalité et la disposition déclarée contraire à la Constitution ne peut être appliquée dans les instances en cours à la date de la publication de la décision du Conseil constitutionnel. Cependant, les dispositions de l'article 62 de la Constitution réservent à ce dernier le pouvoir tant de fixer la date de l'abrogation et de reporter dans le temps ses effets que de prévoir la remise en cause des effets que la disposition a produits avant l'intervention de cette déclaration. Ces mêmes dispositions réservent également au Conseil constitutionnel le pouvoir de s'opposer à l'engagement de la responsabilité de l'État du fait des dispositions déclarées inconstitutionnelles ou d'en déterminer les conditions ou limites particulières.

13. En l'espèce, aucun motif ne justifie de reporter les effets de la déclaration d'inconstitutionnalité. Celle-ci intervient donc à compter de la date de publication de la présente décision. Elle est applicable à toutes les affaires non jugées définitivement à cette date.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL DÉCIDE:

Article 1er. – Les mots «ou d'un service soumis à agrément ou à déclaration mentionné au 2° de l'article L. 7231-1 du code du travail» figurant au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 116-4 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations et les mots «ainsi qu'aux salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 du code du travail accomplissant des services à la personne définis au 2° de l'article L. 7231-1 du même code» figurant au second alinéa du même paragraphe sont contraires à la Constitution.

Article 2. – La déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 1er prend effet dans les conditions fixées au paragraphe 13 de cette décision.

Article 3. – Cette décision sera publiée au Journal officiel de la République française et notifiée dans les conditions prévues à l'article 23-11 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 susvisée.

Jugé par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 11 mars 2021, où siégeaient: M. Laurent FABIUS, Président, Mme Claire BAZY MALAURIE, M. Alain JUPPÉ, Mmes Dominique LOTTIN, Corinne LUQUIENS, Nicole MAESTRACCI, MM. Jacques MÉZARD, François PILLET et Michel PINAULT.

Rendu public le 12 mars 2021.